

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - France-Allemagne/Remise  
du Prix De Gaulle-Adenauer -  
France-Allemagne/Conseil  
franco-allemand de l'intégration-  
Union européenne/Participation de  
M. Jean-Baptiste Lemoyne au  
conseil affaires étrangères -  
développement - Nations  
unies/Journée internationale pour  
l'élimination de la violence à l'égard  
des femmes - Union européenne  
(Paris, 23 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

**1 - France-Allemagne - Remise du Prix De Gaulle-Adenauer (Paris, 22 novembre 2018)**

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, et son homologue allemand, M. Michael Roth, ont remis le 22 novembre le prix De Gaulle-Adenauer au duo de hip-hop Zweierpasch.

Ce groupe, et plus particulièrement les frères jumeaux Till et Felix Neumann, sont récompensés pour leur engagement dans l'approfondissement de l'amitié franco-allemande par la création musicale. Leurs chansons sont consacrées à des sujets d'actualité, à l'histoire des deux pays et à l'avenir commun en Europe. Les deux frères mènent également des projets de hip-hop interculturels dans des écoles et des centres culturels, portant sur le rythme, la langue et le vivre ensemble. Le concours de rap de "l'école du flow", créé par les deux chanteurs, attire plus de 600 élèves du monde entier.

Lancé le 22 janvier 1988 à l'occasion des vingt-cinq ans du traité de l'Elysée, le prix De Gaulle-Adenauer, doté de 10.000 euros, est décerné aux personnalités, initiatives ou institutions ayant, par leur action, apporté une contribution notable à la consolidation de l'amitié franco-allemande.

**2 - France-Allemagne - Conseil franco-allemand de l'intégration (Paris, 23 novembre 2018)**

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, et M. Laurent Nunez, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, coprésident aujourd'hui la deuxième réunion

plénière du Conseil franco-allemand de l'intégration à Paris, conjointement avec leurs homologues allemands M. Michael Roth et M. Markus Kerber.

Créé en novembre 2017, le Conseil franco-allemand de l'intégration a pour objectif de mettre en lumière les expériences et bonnes pratiques respectives en matière d'intégration et de faire progresser nos dispositifs nationaux, que ce soit en matière d'apprentissage de la langue, de formation civique, de réussite scolaire et d'égalité des chances, d'orientation professionnelle ou d'aménagement du territoire et de logement. Les vingt membres du Conseil franco-allemand de l'intégration sont issus des administrations française et allemande, des collectivités, des associations et des organisations de la société civile.

Deux des thèmes prioritaires identifiés en novembre 2017 lors de l'installation du Conseil à Berlin, l'apprentissage de la langue et la transmission des valeurs d'une part, l'intégration sur le marché du travail d'autre part, ont fait l'objet de travaux partagés entre les membres du Conseil et seront présentés aux coprésidents aujourd'hui.

À l'issue de la séance plénière du Conseil franco-allemand de l'intégration, Mme Nathalie Loiseau et M. Michael Roth se rendront à Clichy-sous-Bois, à l'invitation du maire de la ville, M. Olivier Klein. Ils échangeront avec des élèves du lycée Alfred-Nobel sur l'intégration et les défis auxquels l'Union européenne est confrontée.

3 - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne au conseil affaires étrangères - développement (Bruxelles, 26 novembre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe le 26 novembre à Bruxelles au conseil des ministres de l'Union européenne en charge du développement.

Les points suivants sont à l'ordre du jour :

- Alliance Afrique-Europe pour des emplois et des investissements durables : annoncée par le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de l'Union en septembre dernier, l'alliance vise à favoriser l'emploi en Afrique par le vecteur de l'investissement, avec un objectif de 10 millions d'emplois créés en cinq ans. M. Jean-Baptiste Lemoyne apportera le plein soutien de la France à cette initiative et rappellera l'importance de moderniser le partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique, notamment dans le cadre du futur accord "post-Cotonou" entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il soulignera en particulier l'importance de permettre aux pays les moins avancés de bénéficier des investissements dans le cadre de cette alliance et de renforcer nos efforts en matière d'éducation, de mobilité et d'emploi des jeunes en Afrique.

- Avenir de l'architecture de financement pour le développement durable et le voisinage : ce point permettra un échange de vues sur l'action extérieure de l'Union européenne pour la période 2021-2027 et son financement. M. Jean-Baptiste Lemoyne rappellera nos attentes sur les futurs instruments extérieurs de l'Union européenne, notamment la priorité à accorder à

l'Afrique et aux pays les moins avancés et la nécessité d'une mise en oeuvre ambitieuse des objectifs de développement durable.

- Un déjeuner sera consacré aux questions de genre et de développement, sujets sur lesquels la France est activement engagée, autour des deux prix Nobel de la paix 2018, le docteur congolais Denis Mukwege et la militante irakienne Nadia Murad, récompensés pour leurs travaux respectifs sur la fin de l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre.

À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne s'entretiendra avec M. Neven Mimica, commissaire chargé de la coopération internationale et du développement, ainsi qu'avec son homologue allemand M. Martin Jäger.

4 - Nations unies - Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre 2018)

À l'occasion de la 19e journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui sera célébrée le 25 novembre prochain, la France réaffirme son engagement et sa détermination à ce que la communauté internationale combatte et élimine toutes les formes de violences faites aux femmes.

L'égalité entre les femmes et les hommes que le président de la République a érigée en grande cause du quinquennat, sera en 2019 une priorité de l'action de la France dans le cadre de ses présidences du G7 et du comité des ministres du Conseil de l'Europe. En lien avec ses partenaires européens et internationaux, la France lancera une campagne visant à universaliser la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

La France reste fortement mobilisée sur ce dossier au sein des Nations unies. Elle a été, avec les Pays-Bas, à l'initiative de l'adoption cette semaine de la première résolution de l'Assemblée générale des Nations unies visant à éliminer le harcèlement sexuel partout dans le monde. Elle a également été à l'origine du premier groupe des amis visant à éliminer le harcèlement sexuel, qui compte déjà plus de 30 membres, deux mois seulement après sa création.

La France réitère son appel à la mobilisation pour mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces violences, alors que 37 pays exonèrent encore de poursuites les auteurs de viols lorsqu'ils sont mariés à la victime ou qu'ils l'épousent subséquentment.

La France réitère en outre son appel à tous les Etats à ratifier et à mettre en oeuvre sans réserve la Convention des Nations unies pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes.

La violence à l'égard des femmes existe dans tous les pays et toutes les sociétés à la maison, à l'école, dans la rue, au travail, sur internet : en 2014, entre 45 et 55% des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel dès l'âge de 15 ans au sein de l'Union européenne. Aujourd'hui, ces violences constituent l'une des violations des droits de l'Homme les plus

répandues et les plus ancrées dans le monde : une femme ou fille sur trois est victime de violences au cours de sa vie tandis qu'une femme tuée sur deux en 2012 l'a été des suites de violences infligées par son partenaire ou un membre de sa famille. En France, une femme meurt tous les trois jours des suites de violences conjugales.

En temps de conflit, les femmes sont les premières victimes de ces violences qui, même en temps de paix, sont trop souvent banalisées et restent impunies. Celles-ci sont un obstacle persistant au développement humain et économique, à l'accès des femmes au marché du travail et plus largement à la réduction des inégalités des femmes vis-à-vis des hommes.

Afin de renforcer l'élan international pour éliminer ces violences, la France apporte son soutien à l'initiative de l'ONU "Oranger le monde : #EcoutezMoiAussi" qui vise à accroître la sensibilisation autour de ce sujet.

Découvrez l'infographie animée diffusée à cette occasion : <a href="https://youtu.be/LITBGZF-IXQ">https://youtu.be/LITBGZF-IXQ</a>

## 5 - Union européenne

Q - Le gouvernement espagnol a déclaré qu'il ne soutiendrait l'accord sur le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne que s'il obtenait "suffisamment de clarté sur les implications juridiques et politiques de l'article 184 et sur ses conséquences pour Gibraltar". Quelle est la position de la France à cette possibilité et à ses implications ? Quelle est votre avis et votre recommandation sur le sujet ?

R - Les orientations adoptées par le Conseil européen (article 50) le 29 avril 2017 restent pleinement valables. Elles prévoient notamment que "lorsque le Royaume-Uni aura quitté l'Union, aucun accord entre l'UE et le Royaume-Uni ne pourra s'appliquer au territoire de Gibraltar sans accord entre le Royaume d'Espagne et le Royaume-Uni". L'article 184 de l'accord de retrait doit être compris à la lumière de ces orientations./.